



Pandémie Covid 19 et conséquences

État des lieux, impacts et perspectives

Remontée d'informations des organisations

**RÉPONSES ATTENDUES POUR LE 17 MAI**

NOM : REAILI

PRENOM: Barkaroum

ORGANISATION : CFDT

ACTIVITE : PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

I. ETAT DES LIEUX (court terme)

---

1. Comment la crise (ou les crises : crise pandémique, financière, économique, sociale, environnementale ...) est-elle/sont-elles ressentie(s), vécue(s) par :
  - l'organisation que vous représentez au CESER ?
  - le secteur que vous représentez ou l'activité que vous exercez?
  
2. Comment s'envisage la poursuite ou la reprise de l'activité pendant et en sortie de confinement (*différente, fluide, difficile, impossible... Pour quelles raisons ?*)
  - dans l'organisation que vous représentez au CESER ?
  - dans le secteur ou l'activité que vous exercez?
  - Quels sont les problèmes/situations que vous rencontrez qui risquent de freiner, gêner, empêcher cette poursuite ou reprise ? Au besoin, précisez la situation à un mois / trois mois / six mois



3. Avez-vous déjà apporté de l'aide dans le contexte actuel ? Si oui, de quelle nature ? vous semble-t-elle à la hauteur des besoins/difficultés ?

## II. LES ATTENTES VIS-A-VIS des politiques publiques

---

### 1. Mesures d'urgence

Les mesures d'urgence mises en place par la collectivité régionale et l'État vous semblent-elles répondre aux besoins identifiés ?

*Les mesures nationales ne sont à notre sens conditionnées ni au maintien durable de l'emploi, ni à la réorientation des emplois vers des activités compatibles avec la transition écologique, ni à la prise d'engagement concrets par les entreprises en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et relocalisation de la production.*

*Au niveau régional, certaines mesures vont dans le sens du soutien des acteurs associatifs, culturels et touristiques, c'est important. Des aides ciblées sur l'activité économique des entreprises sont sûrement prévues. Sont-elles toutes conditionnées à des objectifs climatiques, sociaux et environnementaux ?*

*Aucune annonce ne concerne à ce jour le renforcement des associations d'information, éducation populaire, formation à la transition écologique et sociale. Les fonds prévus pour l'action climatique, notamment autour de la COP Régionale, seront-ils toujours disponibles pour soutenir les engagements des coalitions ? C'est à espérer vu l'ampleur du défi.*

*A notre sens, il est nécessaire de prévoir des fonds publics conséquents au soutien et à la création d'activités associatives ou de service public pour la réorientation vers une économie locale et respectueuse de l'environnement. Aucune relance durable ne pourra se faire sans prendre en compte cet enjeu.*

○ Enseignement secondaire et supérieur

*Non, tous les lycéens n'étaient pas équipés et ceux qui avaient fait une demande via Yeps en septembre n'avait pas tous reçus leur PC.*

*Oui et non, des étudiants confinés dans un logement inadapté, sans ressources mais qui ont eu accès aux aides alimentaires et d'hygiène et à des aides financières. Un suivi a-t-il pu être mis en place ? En a-t-il été de même sur toutes les métropoles ?*

○ Développement économique et innovation

*Oui et non, l'urgence économique ne peut se défaire de l'urgence sociale et environnementale. Nous pensons qu'il faut une transparence et une concertation dans les arbitrages et des perspectives à long terme.*

*Oui pour les besoins de première nécessité, mais cela a-t-il été le cas sur tout le territoire régional ?*



*Que l'on soit extrêmement attentif au déconfinement et à la reprise d'activité. Il est essentiel que toute reprise soit précédée d'une concertation, d'un dialogue, de règles qui font consensus... Il faut être vigilant à ce que chaque salarié dispose de protections ! Et cela pose la question de l'accompagnement des négociations ; Et cela pose la question des contrôles. Les inspections du travail (l'Etat) sont-elles en capacité de faire face ? Les DREAL également ? Sont posées là des questions qui ne sont pas nouvelles, entre autres, d'effectifs, mais exacerbées par cette crise.*

*La reprise ne doit pas se décréter ! Elle ne peut être massive, mais graduelle. Quid de l'implication de la médecine du travail ?*

○ Aménagement du territoire et environnement

*L'articulation Région-Etat est indispensable car les mesures de l'un peuvent nuire aux efforts de l'autre. Au niveau régional, le décalage de l'Accord COP est dommageable aux efforts urgents à mettre en place. Il faut le relancer au plus vite.*

○ Logement

*Oui et non, pendant la crise, on a pu loger les personnes à la rue. Des logements subis : comment vivre à 6 personnes dans 50 m2 dans un logement insalubre ? Cela met en lumière des inégalités qui se posent depuis longtemps.*

*Quand mènera-t-on une vraie réflexion sur les locaux et immeubles vacants et une procédure de réquisition par l'Etat en tant que de besoin ?*

○ Education populaire

*Il y a eu un vrai effort vers le monde associatif (messages de soutien), des mesures annoncées, mais il faut des concrétisations et une montée en puissance de ces acteurs qui ont un rôle central à jouer.*

○ Santé

*Non car des malades ne se sont pas rendus aux urgences.*

*Une mortalité importante dans le Ehpad ; les soignants obligés de se confiner avec les résidents.*

*Des personnels qui ont accès à du matériel et d'autres pas (donc plus fragilisés).*

*La maltraitance a augmenté, avec les dégâts psychologiques et psychiques qu'elle engendre en plus de la maltraitance physique.*

*Les hôpitaux, les services, les personnels soignants ont fait face, dans des conditions difficiles et stressantes aussi, pas toujours avec les moyens suffisants, loin s'en faut ! Et cela nous ramène à « l'avant crise » où étaient déjà pointées les problèmes à l'hôpital, y compris dans un rapport établi par le CESER ; certains conseils de développement ont également pris le temps de rendre des avis avant la crise (Bourges, par exemple).*

*Il est urgent de mettre la politique de santé à plat et de cesser de s'en tenir à des logiques comptables telles que ARS les établissent. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas être comptable ! Cela signifie qu'il faut :*

- *redéfinir les logiques de territoires entre proximité et niveaux d'expertise.*



- *Remettre de l'ordre entre public et privé en répondant notamment à la question : la santé est-elle un sujet pour créer des richesses ? La santé n'est-elle pas une richesse en soi ? (Cela pose la question des indicateurs de richesse très partiels utilisés aujourd'hui) Des limites sont à rappeler ; des synergies aussi ! Et découlant de cela, rappeler que la Sécurité Sociale est un bien commun qui n'a pas vocation à enrichir telle ou telle corporation.*
- *Rappeler chacun à ses responsabilités afin que cessent certaines pratiques de mercenaires à l'hôpital et hors de l'hôpital aussi, en sollicitant l'Ordre des médecins pour qu'il rende un avis clair sur ces questions fondamentales.*
- *S'interroger sur la répartition des médecins sur le territoire national.*

- *Quelles en sont les limites ?*

- *Développement économique*

*Le chômage partiel était-il nécessaire partout (cas des cliniques privées qui ont eu des déprogrammations) ? Bilan à faire.*

*Les entreprises qui ont une capacité d'auto-financement peuvent-elles déposer une demande d'aide ? Bilan à faire.*

*Les aides économiques n'ont pas bénéficié immédiatement aux associations alors même qu'elles étaient éligibles elles ont rencontré beaucoup de difficultés à mobiliser les mesures d'aides (par exemple : fonds de solidarité, PGE).*

- *Aménagement du territoire et environnement*

*Dans le cadre de l'urgence et au-delà, la prise en compte de la transition écologique et solidaire doit se faire sur le long terme et en mesurant l'impact sur les plus vulnérables.*

- *Logement*

*Les personnes qui étaient dans la rue et qui ont pu être logées doivent pouvoir l'être encore en attendant de leur trouver une solution digne et pérenne. Les associations qui œuvrent dans ce domaine doivent être soutenues.*

- *Education populaire*

*Les amendements ne sont pas votés : l'avenir est flou.*

- *Santé*

*Il y a eu des déprogrammations médicales qui ont donné lieu à du chômage partiel dans le personnel médical.*



- Quelles évolutions prévoir ?

### Enseignement secondaire et supérieur/Formation professionnelle

*Assurer un accès égal au numérique pour tous les lycéens et étudiants : accès à l'internet à tous et toutes.*

*Former les jeunes à la culture du risque et à la résilience.*

### Développement économique

*Différencier et conditionner les mesures d'urgences vers les entreprises.*

*Construire une grille de modulation du montant d'aide accordée aux entreprises.*

*Inciter les entreprises conduire une réflexion sur leur utilité sociale durant la baisse de leur activité.*

*Construire un plan de relance à court terme, moyen terme, long terme.*

*Anticiper les prochaines crises en élaborant un protocole qui articule économie, social, environnement, santé, éducation, culture et loisirs.*

*Revaloriser ces métiers, majoritairement féminisés, qui ont permis à la nation de tourner pendant cette crise.*

*Investir dans la conversion des salariés dont les métiers sont voués à disparaître dans un contexte de transition plutôt que chercher à les relancer. Cela passera par un diagnostic partagé et un dialogue approfondi, dans lequel les syndicats et associations ont un rôle central à jouer.*

*Réévaluer les investissements prévus, en particulier ceux pour les grands travaux, au regard de la crise et de leur utilité sociale (impact sur le lien social, le climat, la biodiversité...).*

*Organiser une conférence fiscale régionale.*

### Aménagement du territoire et environnement

*Inciter les entreprises à mettre en œuvre des mesures environnementales et de réfléchir à leurs capacités de résilience durant la baisse de l'activité : établir un diagnostic des activités compatibles avec le respect des Accords de Paris pour le climat (COP 21), demander à toutes les entreprises bénéficiaires d'aides leur stratégie Climat et Biodiversité.*

*Relancer des activités économiques à travers des missions bénéfiques pour l'environnement.*

*Lutter contre l'étalement urbain par la mise en place d'incitations visant à redéployer les populations dans les zones rurales, avec une politique ambitieuse de rénovation du bâti et de végétalisation des centre-bourgs et centre-villages.*

*Le sujet essentiel est comment, demain, avançons-nous, construisons-nous et créons-nous de la richesse différemment. Il est urgent de penser qualité de l'air, qualité de l'eau, qualité des aliments, qualité de vie, et protection de la biodiversité... Comment devient-on propres, vertueux et respectons-nous la santé de l'Homme, de la biodiversité et de la planète ? Ce sont là les enjeux ; les citoyens tirent des enseignements de cette crise : il faut changer nos modes de vie et de travail.*

### Agriculture

*Orienter les aides vers les agriculteurs de proximité qui s'engagent pour la santé et l'environnement. Il est essentiel d'éviter les faillites des petits agriculteurs qui sont le socle de notre résilience de demain.*



*Aider en particulier les éleveurs des territoires bocagers (Boischaut, Perche, Pays Fort, etc...) afin d'éviter les faillites et la conversion du bocage (stockage de CO2) en grandes cultures.*

### Santé

*Construire un plan de déconfinement en partant des personnes les plus vulnérables (handicap, autonomie, fragilité sociale).*

*Relancer des activités économiques par des missions de soin, de solidarité, de végétalisation...*

2. **Avez-vous des attentes particulières vis-à-vis des collectivités & des politiques publiques (que ce soit par rapport à votre secteur d'activités ou plus largement) ? (en termes d'accompagnement financier, de conseils, d'information, de promotion pour le soutien de vos activités à venir, d'orientations stratégiques pour améliorer l'aptitude collective à gérer une crise, etc.)**

*Les mesures **nationales** ne sont à notre sens conditionnées ni au maintien durable de l'emploi, ni à la réorientation des emplois vers des activités compatibles avec la transition écologique, ni à la prise d'engagement concrets par les entreprises en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et relocalisation de la production.*

*Au niveau **régional**, certaines mesures vont dans le sens du soutien des acteurs associatifs, culturels et touristiques, c'est important. Des aides ciblées sur l'activité économique des entreprises sont sûrement prévues. Sont-elles toutes conditionnées à des objectifs climatiques, sociaux et environnementaux ?*

*Aucune annonce ne concerne à ce jour le renforcement des associations d'information, éducation populaire, formation à la transition écologique et sociale. Les fonds prévus pour l'action climatique, notamment autour de la COP Régionale, seront-ils toujours disponibles pour soutenir les engagements des coalitions ?*

*A notre sens, il est nécessaire de prévoir des fonds publics conséquents au soutien et à la création d'activités associatives ou de service public pour la réorientation vers une économie locale et respectueuse de l'environnement. Cela doit aller de pair avec la construction de nouveaux indicateurs de richesse.*

### Développement économique et innovation

*Soutenir et développer les entreprises essentielles à la vie à proximité (santé, alimentation).*

*S'appuyer pour certaines activités sur des associations environnementales (par exemple les recruter pour des missions d'accompagnement des entreprises, des collectivités... vers la transition et l'adaptation aux changements climatiques).*



*Mettre en place de nouveaux indicateurs de richesse et des dispositifs démocratiques permettant de prendre en compte le long terme, en particulier la protection de l'environnement, et l'impact de la crise et de la relance sur les plus vulnérables.*

*Financer la solidarité à travers les structures de l'ESS.*

*Revaloriser les métiers actuels en fonction de leur utilité sociale. Donner de la reconnaissance. Permettre l'accès à de la formation professionnelle. « Tirer les citoyens vers le haut ». Travailler sur les nouveaux métiers, mais aussi sur les nouveaux modes d'organisation du travail.*

*Faire un important travail sur la reconnaissance de la pénibilité au travail, particulièrement pour certains métiers ! Donner de la souplesse (CET souples) et permettre aux plus exposés des départs anticipés et/ou des reconversions pour les cinq dernières années d'activité.*

#### Agriculture

*Soutenir les agriculteurs en agroécologie ou inciter à se lancer dans la conversion en bio grâce à la commande publique (restauration hors domicile).*

*Mettre en place des dispositifs de maîtrise foncière (cf. Nouvelle Aquitaine) pour permettre à de jeunes agriculteurs de s'installer sans avoir à acquérir des exploitations beaucoup trop grandes pour eux.*

#### Santé

*A court terme, recruter du personnel dans les Ehpad. A long terme, il faut travailler d'abord sur le maintien à domicile et parallèlement créer de petites structures de proximités, dans les quartiers, dans les communes... Les métiers seront évidemment à repenser dans ce contexte et donc former à des qualifications hautes pour permettre à celles et ceux qui le souhaitent d'accéder à des responsabilités importantes. Il faut surtout penser la dépendance différemment. Cette pandémie nous enseigne les barrières. Et dans un tel contexte, doit-on poursuivre ces concentrations que représentent les Ehpad ?*

*Mettre en place de la reconnaissance par des qualifications, des salaires...*

*Accompagner les élèves et les étudiants, apprentis en décrochage ou en difficulté scolaire quand les troubles cognitifs relèvent du médical.*

*Permettre aux publics urbains défavorisés de reprendre contact avec l'extérieur et la nature, pour leur bien-être et surtout celui des enfants.*

3. La Région va subir une perte de ressources (fraction de TVA, cartes grises, CVAE). Or, les règles budgétaires et comptables ne lui permettent pas de financer du fonctionnement par de l'emprunt. Selon vous, comment pourrait-elle contribuer à financer la relance de l'activité ?

*La Région pourrait par exemple réorienter des fonds publics, qui financent actuellement des activités polluantes et à faible valeur ajoutée pour l'économie locale, vers le financement d'activités associatives et de service public à vocations environnementales, climatiques et sociales. Par exemple, les subventions accordées à l'aérien pour le maintien du transport aérien de passagers pour le loisir « lowcost » au niveau de l'aéroport de Tours, ne sont clairement pas compatibles avec la transition écologique du territoire. Il faut également regarder qui en*



*bénéficiaire (social). De même, le cofinancement actuellement demandé par certains agriculteurs industriels ayant massivement recours à l'irrigation pour construire des retenues de substitution pour l'irrigation serait absolument contre-productif, c'est un exemple flagrant de mal-adaptation face à la crise climatique. Ces subventions conséquentes peuvent être réallouées vers le financement de nos associations d'intérêt public, au regard de leur utilité sociale et de leur impact à long terme.*

*De manière générale, l'accord de subventions publiques régionales pourrait être systématiquement conditionné à la mise en œuvre de mesures environnementales **concrètes** et ainsi induire la suppression des activités incompatibles avec la transition écologique de la liste des bénéficiaires. Cela libérerait une enveloppe conséquente sur le budget du Conseil Régional vers le financement de mesures allant dans le sens de l'action face à l'urgence climatique et sociale.*

#### *Développement économique et innovation*

*Arbitrer entre les différentes dépenses et/ou augmenter l'impôt seulement s'il est acceptable socialement.*

*Mettre en place les dispositifs démocratiques et la pédagogie permettant d'assurer ces arbitrages nécessaires et permettant d'assurer que la fiscalité est coconstruite, comprise et acceptée.*

*Solliciter plus fortement les plus hauts revenus et les plus riches. Imposer les revenus qui ne relèvent pas du travail.*

*Mettre en place un comité de sages sur les dotations régionales aux villes et communes, en établissant une grille (critères) pour fixer les priorités d'attribution. Dire, sans polémique aucune, que trop de dépenses, aujourd'hui, sont hasardeuses et/ou le prix de décisions bien contestables.. Tout doit être requestionné au regard de la crise, sans tabou et de façon transparente.*

#### *Aménagement du territoire et environnement*

*Réévaluer tous les grands projets au regard de la crise et de la transition écologique. Revoir les priorités de l'investissement de l'aménagement du territoire, en particulier les grands projets, pour abonder les dépenses de fonctionnement.*

*Demander un assouplissement du Pacte de Cahors (afin que le budget fonctionnement puisse être abondé de + 1.2 %).*

*Cette capacité de financer du fonctionnement est absolument critique dans la conduite de la transition écologique et solidaire. Il est nécessaire de financer une animation territoriale pour permettre de s'orienter enfin dans la transition. Cette capacité d'ingénierie est indispensable aux acteurs des territoires, qui n'ont pas le recul ou les compétences suffisantes pour agir et poursuivent dans le « business as usual », même s'il y a une volonté globale de changement. Cette animation territoriale peut être confiée aux associations ou aux structures de l'ESS qui en ont souvent les compétences.*





### III. QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE LA CRISE (des crises)? selon vous qu'est ce que cette situation soudaine et non anticipée nous apprend et réinterroge ?

---

*Économiquement, socialement, d'un point de vue environnemental, dans vos modes d'interactions, d'organisation ?*

- Concernant votre activité (ou votre mandat), quels sont les enseignements que vous tireriez de cette crise pour l'avenir ?
  - Pour quelles raisons avez-vous rencontré des difficultés face à cette crise ?
  - Pensez-vous changer quelque chose à la façon dont vous exercez cette activité ?
  - De quoi auriez-vous besoin pour le faire ?
- Quels enseignements tirez-vous de cette crise, plus largement ? que nous apprend-elle ?

*Difficile de tirer des enseignements alors que nous sommes au tout début de la crise (des crises) ! C'est sans doute trop tôt pour avoir des contributions prenant bien en considération l'ensemble des paramètres nécessaires à cet exercice.*

*On sait qu'il y aura d'autres crises (sanitaire, écologique, alimentaire, climatique, économique, sociale...), il faut les anticiper.*

*Les ressources attribuées par l'Etat et les collectivités publiques pour la sortie de crise risquent de profiter aux grands groupes industriels et aux lobbys privés, souvent très pollueurs, au détriment des petites structures d'intérêt général déjà fragiles financièrement (des reports de recrutement ont été observés).*

*Les politiques compatibles avec l'action climatique devenant progressivement prioritaires dans les discours, nous devons maintenant contribuer à ce qu'elles le deviennent dans les actes et les budgets.*

*Certaines structures envisagent maintenant un rapprochement entre associations d'éducation populaire à l'environnement afin de sensibiliser un public plus large et être plus percutants dans leur communication vers le grand public et les décideurs politiques. Mais leurs moyens restent limités face à l'ampleur du défi.*

*Certaines structures ont également dû repousser leur projet de recrutement de salariés, les financements et le cadre d'action devant être retravaillés avec la survenue de la crise.*

*Durant cette crise, nous avons dû faire évoluer notre façon de travailler pour continuer notre activité à distance. Nous avons adapté nos réunions pour les réaliser à distance, en utilisant des outils collaboratifs de réunion téléphonique, visio conférence et rédaction collaborative. Il faut conserver ce qui a été bénéfique.*

*Faire un bilan des dysfonctionnements : il est clair qu'il n'y a eu d'évaluation qu'en cours de crise (pas d'évaluation avant ?), avec quels moyens, et en tirer les enseignements.*



*La question de la démocratie permanente se pose : comment la faire vivre par les temps de crise ? Il est nécessaire d'en faire un levier d'action à court, moyen et long terme.*

*Les partenaires du Pacte du Pouvoir de Vivre dénonçaient déjà les risques liés à la baisse des services publics, aux enjeux écologiques, etc.*

*Pour nous, nous ne sommes pas au bout de la crise, mais à son début, et espérons que des traitements seront trouvés dans les mois à venir pour mieux faire face au virus. Mais la distanciation sociale ne doit pas se confondre avec la distanciation physique : préférer utiliser ces termes qui reflètent mieux la réalité. Il n'est pas question de créer de la distance sociale à un moment où nous voulons refaire société. Préférer parler de « gestes protecteurs » plutôt que de « gestes barrières »*

*Faire avec les structures du Pacte du Pouvoir de Vivre qui représentent des millions de citoyens et sont légitimes à participer d'une autre manière au débat démocratique.*

*Faisant suite à la crise sanitaire, nous serons face à une récession dans les mois à venir. D'où des priorités et d'autres façons d'être et d'agir. Le Pacte du Pouvoir de Vivre s'inscrit dans cette démarche. Il faut revoir notre modèle avec un équilibre subtil à trouver entre économique, écologique et social. Nous pourrions citer mille exemples dans la consommation, les transports, la santé, l'éducation, l'économie des territoires. On ne peut plus continuer comme cela à consommer, polluer, hypothéquer l'avenir. Les raisonnements courts termistes sont dévastateurs : plus de camions, plus d'autoroutes, plus d'aires de repos, plus de pollution... Pour transporter l'inutile et le futile. Le problème c'est que les contribuables ont payé par l'impôt les infrastructures, payent pour utiliser ce bien commun mais les dividendes servent-ils le bien commun ?*

### ***- Enseignements sur le plan social***

#### *Education et Formation*

*Les enseignants, en grande majorité, ont su s'adapter rapidement à la situation de crise.*

*Nous ne sommes pas égaux pour affronter les risques (pandémies, catastrophes naturelles...), psychologiquement, individuellement, collectivement, d'où la nécessité d'instaurer une nouvelle éducation et formation aux risques : elle permettra d'appréhender l'imprévu et participera d'une meilleure résilience, au niveau régional.*

#### *Logement et solidarités*

*Des solutions ont été trouvées pour les personnes sans logement. C'est donc possible quand tous nous sommes concernés par l'urgence sanitaire.*

*Mise en œuvre des solidarités pour les plus fragiles à maintenir.*

#### *Education populaire*

*Les actions 2020 ne doivent pas être remises en cause, voire accrues pour l'éducation populaire pour accueillir des jeunes cet été pour des apprentissages avec des méthodes actives.*

#### *Santé*

*Le personnel de santé s'est adapté à la crise, non sans risques.*

*L'information des personnes a été faite mais quid des personnes qui ne maîtrisent pas langue, n'ont pas accès au numérique, pas de téléphone.*



*Cette crise nous rappelle à nous autres humains que nous sommes vulnérables. Il est urgent que la République, l'Etat, reprenne les choses en main pour ce qui concerne le régalien : santé, transport, enseignement... Il faut refonder ces thèmes essentiels selon des principes simples et poser comme principe directeur « l'intérêt général » et l'équilibre évoqué précédemment « EES » économique, écologique et social.*

### **- Enseignements sur l'environnement**

*Une réduction importante de l'activité humaine a eu des conséquences visibles sur l'environnement, et peut-être la biodiversité. Cela nous interroge sur le temps que nous faisons occuper aux activités économiques et aux activités humaines ; cela nous interroge sur nos différents temps de vie (travail, famille, loisirs..) qu'il nous faut repenser en les articulant à l'environnement. Cela doit nous interroger sur nos indicateurs de richesse : le PIB ne fait pas le bien-être à lui tout seul.!*

### **- Enseignements sur l'économie**

*Des productions délocalisées n'ont pas permis de répondre à la demande.*

*Un système de santé fragilisé qui n'a pas permis de faire face économiquement à une situation exceptionnelle.*

*L'agriculture manque de main d'œuvre sans pouvoir avoir recours aux travailleurs saisonniers venus de loin pour travailler dans nos champs. Cela pose la question de la rémunération des travailleurs agricoles et de l'attractivité de ce métier aujourd'hui méprisé mais pourtant central.*

*Il faut penser autrement : sur le thème de l'avoir et de l'être. Peut-on continuer comme cela sur le chemin des corporatismes, de l'individualisme, de l'égoïsme ? Doit-on, continuer à voir le dimanche, des familles se promener des zones commerciales, pour aller acheter un objet inutile qui fait plaisir dans l'instant et qui va finir dans la poubelle et deviendra un déchet à traiter, avec la consommation et la pollution que cela entraîne ? Objet confectionné à l'autre bout de la planète par des enfants dans des conditions pitoyables. Chaque enfant a le droit d'avoir accès à la nature, à la forêt et/ou à faire une activité enrichissante pour l'esprit. Cela pose également la question de la réappropriation par la collectivité des espaces publicitaires. Il ne faut pas négliger la violence symbolique qu'un changement de mode de consommation va entraîner et pour bien le gérer cela implique énormément de sensibilisation et de dialogue.*

### **- Enseignements sur la démocratie**

*Centralisation des décisions a permis la collaboration des régions.*

*Enseignement aux fondements de notre démocratie, à ce que sont des valeurs communes, à ce qu'est le bien commun, nos règles du vivre ensemble... ensemble avec l'humain, mais aussi avec la biodiversité, la nature, la planète.*



## IV. APRES

---

- Pensez-vous qu'il soit possible et souhaitable de revenir à la situation d'avant-crise (mode de société dans ses différentes dimensions : sociale, environnementale, économique, humaine, etc.) ?

*Possible OUI Souhaitable NON. Le pire serait de faire comme avant. Comme si la situation antérieure était idyllique. Les clignotants sont au rouge et on regarde ailleurs : combien de temps encore ? Nous savons ce qu'il faut faire. La question est : a-t-on la volonté et/ou le courage de faire bouger les lignes ? De se poser collectivement les bonnes questions et d'y répondre ?*

*La crise du COVID 19 passera un jour, même si d'autres crises sont à craindre, compte tenu de la multiplication désordonnée des échanges économiques sur la planète, des atteintes à la biodiversité, et du risque d'un retour à la «normale» dévastateur d'un point de vue environnemental, sans réflexion collective sur la redéfinition de nos besoins et sur la façon dont les entreprises et le monde économique pourront modifier leurs approches de nos sociétés pour y répondre.*

*Mais, pour le changement climatique, aucun retour à un état antérieur n'est possible : le réchauffement «acquis» le restera, et, si nous ne freinons pas les émissions de gaz à effet de serre, le Monde, la France et notre région deviendront très difficilement habitables dans le temps d'une ou deux générations.*

*Ceci nous conduit à penser que ce que nous sommes en train de vivre avec le confinement et la réduction forcée de nos consommations, peut être porteur d'une réflexion collective pour entamer véritablement la transition écologique et énergétique, en prenant conscience des limites de notre planète, en redéfinissant notre rapport aux autres, aux espèces vivantes, aux biens matériels et au travail. Cette réflexion collective ne sera pas spontanée et elle peut se heurter très vite au retour des habitudes...*

- Enseignement secondaire et supérieur  
*Accompagner les élèves et les étudiants en situation de décrochage en s'appuyant sur les actions de l'éducation populaire pour redonner envie et goût aux apprentissages, pour former les citoyens d'aujourd'hui et de demain.  
Enseigner la résilience aux jeunes générations.  
Former aux risques et aux gestes protecteurs.  
Recueillir les difficultés et les besoins des apprenants pour faire face à la crise.  
Evaluer les impacts de la crise sanitaire sur les établissements scolaires pour préparer la rentrée prochaine.*
- Formation  
*Préparer la transition et la reconversion vers l'emploi durable. Cela implique un très large effort de diagnostic partagé et de concertation.  
Soutenir ou ouvrir des formations à valeur ajoutée environnementale et sociales.  
Former aux risques et aux gestes protecteurs.*



- Développement économique  
*Donner une vision d'un avenir désirable pour refaire société, l'économie étant un outil au service de cet objectif.*  
*Tenir une conférence de la transformation écologique et sociale.*  
*Mettre fin à ce qui n'est plus pertinent à court terme, voire discutable pour financer les bonnes initiatives.*  
*Articuler les mesures d'urgence financières avec le social.*  
*Orienter les aides vers les entreprises qui répondront à un nouveau modèle de transformation sociale, environnementale et de dialogue social.*  
*Anticiper les fermetures d'entreprise : prévisionnel sur les 10 ans à venir.*  
*Impliquer les salariés ou leurs représentants de façon proactive et très en amont.*
  
- Aménagement des territoires et environnement  
*Conditionner les mesures d'urgence à la transition écologique.*  
*Tenir une conférence sur la résilience en impliquant les corps intermédiaires.*
  
- Logement  
*Pérenniser le logement des personnes qui y ont eu accès pendant la crise.*  
*Préparer la période de déconfinement et de reconfinement.*  
*Mettre en place un fonds de soutien d'urgence dédié aux associations.*  
*Faire un travail d'investigation des logements insalubres.*  
*Mettre en place des incitations à désengorger les villes grâce à la rénovation du bâti existant (dont isolation) et à la végétalisation des centres-villes, centres-bourgs, centres-villages. Lutter contre l'étalement urbain qui empiète sur les terrains agricoles et naturels en privilégiant la rénovation et la reconstruction. Anticiper les impacts en termes de coût du foncier et encadrer les prix de l'immobilier bâti et non-bâti.*
  
- Education populaire  
*Mettre en place un fonds de soutien d'urgence dédié aux associations.*  
*Investir pour former des citoyens autonomes et en prise avec les enjeux de leur époque, pour ranimer une démocratie à bout de souffle dans un contexte de crise. Toutes les tranches d'âge doivent y avoir accès et la mixité et la diversité doivent y avoir toute leur place.*
  
- Lutte contre la fracture numérique  
*Maintenir le lien social grâce au numérique mais pas uniquement (nécessités de maintenir des liens avec ses collègues, du lien social).*  
  
*Faire vivre la démocratie (problèmes des zones blanches, des matériels absents ou inopérants favorisent les risques d'exclusion et nuit à l'égalité, à la participation démocratique).*
  
- Santé  
*Garantir une vie (et pas une survie) aux personnes les plus fragiles.*  
*Prolonger les dispositifs d'exception aux soins.*



*Anticiper les autres crises : cette crise sanitaire est le résultat de ce qui n'a pas été mise en œuvre dans la santé, le social (ressources qui permettent d'attendre la fin de la crise, l'écologie (logement) : il s'agit de ne pas refaire les mêmes erreurs.*

*Verser aux personnels une prime en bons d'achats utilisables localement chez les artisans, agriculteurs, restaurateurs, etc... afin de les soutenir, à toutes celles et ceux qui ont poursuivi leur activité dans ces domaines, que l'employeur soit public, associatif, mutualiste ou lucratif, y compris l'ensemble des étudiants mobilisés dans ces services. Les financements de ces associations (déjà exsangues avant la crise) devront donc intégrer le financement de cette prime pour qu'aucun salarié ne soit lésé et qu'aucune association ne soit encore plus fragilisée.*

*Informar la population en pensant à tous les types de publics. Veiller à ce que l'information circule.*

- **Comment appréhendez-vous une reprise des activités et la prise en compte éventuelle d'une nouvelle alerte de pandémie dans quelques mois ?**

*La figure de la reprise est encore difficile à entrevoir. La pandémie est peu contrôlable et les moyens des services de santé ne permettent toujours pas de nous prémunir du besoin de confinement à grande échelle. Une nouvelle vague pandémique dans quelques mois est à envisager et risque de ralentir encore notre activité.*

*Pour nous prémunir de ce ralentissement, particulièrement usant à long terme pour des simples bénévoles, un travail de partenariat avec les services de la Région, les collectivités, les acteurs institutionnels et associatifs de la transition écologique pourrait nous permettre d'envisager l'avenir avec plus de sérénité. Ce travail collaboratif ne pourra voir le jour que s'il est correctement financé par des dispositifs simples et faciles d'accès.*

- **Education/Formation**

*Veiller à un délai court lorsque les jeunes commandent un PC sur Yeps (au mois de mars des jeunes n'avaient toujours pas leur PC, donc toujours pas en mai).*

*Veiller à ce que les jeunes qui souhaitent un abonnement de réduction pour le train puissent le faire (Yeps n'est plus intuitif).*

*Mettre en place ou élargir l'éducation aux risques (sanitaire, climatique, sociale, économique, environnementale...) pour tous.*

*Former une réserve sanitaire pérenne formée en continu et disposant de moyens techniques mobilisables rapidement.*

- **Economie**

*Repenser nos organisations, les rendre plus solides, plus agiles pour gérer les crises.*

*Promouvoir le télé-travail quand c'est possible et souhaité par les salariés. Adapter les pratiques professionnelles.*

*Instaurer des espaces de dialogue pour accueillir la parole des salariés (court terme, moyen terme, long terme).*

*Imposer une condition écologique et sociale à l'octroi d'aides publiques.*



*Faire contribuer davantage le monde économique puisqu'il a été "aidé" pendant cette crise, pour gérer la baisse de la productivité.*

*Evaluer les impacts secteur par secteur, entreprise par entreprise pour des solutions sur-mesure.*

*Fonctionner en mode "dégradé pendant une crise : préciser une échelle des modes "dégradés" pour nous préparer collectivement, qui tiennent compte de ceux qui ne peuvent pas télétravailler, travailler.*

*Installer un comité de suivi des aides aux entreprises.*

*Conditionner la reprise de l'activité en présentiel après la période de confinement à la signature d'un protocole d'accord de reprise du travail qui recenserait toutes les mesures nécessaires (organisation du travail, équipements de protection après la crise sanitaire, conditions de travail de qualité, protection des travailleurs vulnérables ou résidant avec des personnes vulnérables au COVID 19...).*

*Publier des données sur les entreprises soutenues (feuille de route, évaluation, bilan).*

○ Education populaire

*Remettre en avant la culture du risque (et l'éducation aux risques pour tous) afin de nous y préparer collectivement et nous permettre d'être plus résilients).*

○ Agriculture

*Permettre l'autonomie alimentaire de la région, qui en a le potentiel (réaliser un Projet Alimentaire Territorial au niveau régional).*

○ Fracture numérique

*Faire fonctionner une vie démocratique à distance quand c'est possible (lieux de travail, associations...).*

○ Santé

*Repenser la prise en charge du troisième et quatrième âge à moyen et long terme à moyen et long terme.*

*Reconnaître la valeur et l'utilité des métiers qui ont été indispensables pendant la crise. Valoriser l'économie du "care" (du bien-être physique, psychologique, de la santé, des autres, de la planète) pour aider à la résilience de chacun puis de la société dans un contexte de risques futurs (pandémies, risques naturels...).*

- Pensez-vous que la crise actuelle va modifier vos pratiques et comportements en termes de mobilité, consommation, habitat, en matière de santé, de culture, d'éducation, etc. ?

*C'est un point clé, changer les pratiques et comportements individuels et collectifs. Tant que la crise est en cours, cela va modifier nos manières de nous réunir, de communiquer, d'informer, de*



*créer du lien. Il faudra réinventer de nouvelles façons d'intervenir publiquement. Nous serons restreints en mobilité, les activités seront donc dispersées sur tout le territoire régional, cela ne facilite pas la continuation des projets en cours et la construction de nouveaux projets.*

*Le changement social se fera aussi par le changement individuel, d'où l'intérêt de rappeler le socle fondamental et commun à tous que sont les droits à vivre dignement et à être considéré et pris en charge dans une dimension globale si besoin.*

### **Transports**

*Changement des pratiques et comportements individuels et collectifs : une question de leviers et discours politiques, une question de valorisation des bonnes pratiques (fiscalité, prix), d'éducation et de formation. Vrai pour les transports et autres champs d'activités.*

### **Aménagement des territoires et environnement**

*Exode urbain : opportunité pour redynamiser les zones rurales ? Attention à l'étalement des zones périurbaines au détriment des espaces agricoles et naturels, à l'inflation des prix de l'immobilier.*

*Accès à tous à la nature, partout sur le territoire.*

### **Culture**

*Proposition diverse de la culture numérique et gratuite accessible à tous mais il faut améliorer ce que propose la Région en ligne.*

### **Santé**

*Contexte de frustrations exacerbées par le confinement (il faudra permettre aux gens de s'exprimer sur ce qu'ils ont vécu).*

- *Quelles recommandations, préconisations, évolutions de politiques publiques préconiserez-vous pour une relance ? quels seraient pour vous les secteurs prioritaires ?*

### **Education/Formation**

*Viser l'émancipation économique des jeunes qui permet de faire des choix (formation, logement, culture, alimentation et santé).*

*Investir dans l'enjeu démocratique en investissant l'argent public en priorité dans ce qui est VITAL : solidarités, santé, sécurité, alimentation de qualité et ressource en eau, services aux publics, éducation, culture, accès à une nature préservée.*

### **Enseignement secondaire**

*Accompagner les accompagner les élèves et les étudiants en situation de décrochage.*

*Réorienter et former vers des domaines de travail compatibles avec la transition écologique,*

*Accompagner les apprentis, les publics particuliers en situation de travail pour assurer leur sécurité.*

*Avoir une politique plus forte à l'égard des jeunes (formation, logement, culture, émancipation économique)*





*Soutenir les organismes de formation (sur critères financiers et de trésorerie) car ils vont devoir réduire les groupes d'apprenants (distanciation physique).*

*Focaliser les études, stratégies, organisations, recherches vers la mise en œuvre concrète de la transition écologique.*

### **Développement économique et environnement**

*Favoriser les petites initiatives diversifiées aux grands projets monolithiques ainsi que les réseaux de nombreux acteurs (TPE/PME, agriculteurs, associations, syndicats) aux grandes structures qui sont beaucoup moins résistants aux chocs.*

*Engager une conférence sur la transition écologique et sociale, économique et démocratique, tel le Grand Débat (parce que les gens auront besoin de s'exprimer) et en établissant un protocole qui permettent de tenir compte des besoins exprimés.*

*Soutenir les emplois (salariés et apprentis) des entreprises qui font des efforts (écologie, social, solidaire). Relocaliser l'économie.*

*Requestionner le plan d'investissement et revoir avec courage les priorités.*

*Relocaliser la production d'énergie vers des énergies renouvelables décentralisées et citoyennes.*

*Réorienter massivement la finance vers l'économie locale à travers le soutien des activités compatibles avec la transition écologique et la démocratie participative, notamment en mettant en place des fonds publics, à toutes les échelles de collectivités et avec l'appui d'organismes bancaires efficaces pour permettre à tous, y compris les précaires et les plus démunis, de réaliser leurs engagements en matière de sobriété.*

### **Economie et innovation**

*Instaurer le dialogue pour construire de la confiance, de la motivation, de la relation humaine, pour une entreprise résiliente si elle avait besoin de rebondir.*

*Instaurer des contreparties aux aides de la région pour soutenir les emplois des demandes concrètes telles que : nombre de bilan de compétences, pourcentage d'illettrisme, nombre de qualifications obtenues...*

*Imposer des conditions à l'octroi d'aides publiques. Réserver les aides aux entreprises qui ont un plan pour respecter les Accords de Paris et limiter leur empreinte écologique et notamment leurs émissions de gaz à effet de serre*

*Avoir un plan d'investissement pour ceux qui vont se retrouver sans emploi leur permettre de rebondir et donc travailler sur la société de résilience que nous souhaitons : il s'agit bien de panser les plaies là où elles sont.*

*Relocaliser ce dont nous avons besoin en cas de crise.*

*Soutenir l'emploi dans toutes les entreprises vertueuses, en particulier les entreprises de modèle différent SCOP, participation des salariés...), l'ESS.*

*Amplifier et investir dans les bonnes initiatives ; au-delà de l'investissement, financer les compétences d'ingénierie locale et d'animation de territoire (mettre en relation, donner du sens, faciliter les transitions...).*

*Favoriser les dispositifs de participation (entreprise, citoyenneté...).*

*Conditionner les aides publiques aux entreprises pour les rendre solidaires de leur territoire.*

*Définir des services sociaux et écologiques d'intérêt général préservés des logiques de marché.*



### **Aménagement du territoire et environnement**

*Il est nécessaire de financer une animation territoriale pour permettre de s'orienter enfin dans la transition écologique et solidaire. Cette capacité d'ingénierie est indispensable aux acteurs des territoires, qui n'ont pas le recul ou les compétences suffisantes pour agir et poursuivent dans le « business as usual », même s'il y a une volonté globale de changement. Cette animation territoriale peut être confiée aux associations ou aux structures de l'ESS qui en ont souvent les compétences.*

*Réexaminer le SRADDET au travers les enseignements de la crise et le réguler en le regardant à travers les focales écologique, sociale, solidaire et démocratique. Revoir les priorités, faire des arbitrages au profit du "care" (les grands travaux doivent être réévalués au regard des enseignements de la crise).*

*Ne pas relancer à court terme de nouveaux et grands travaux.*

*Préparer territoire par territoire chacun à faire face à une nouvelle crise (crash test).*

*Développer la culture du risque.*

### **Logement**

*Investir dans le bâti écologique pour soutenir l'emploi existant, créer de nouveaux emplois.*

*Il est essentiel de miser sur l'isolation des logements qui permet de lutter contre la précarité énergétique et la restauration du bâti ancien, pour stopper l'artificialisation des sols, tout en redynamisant les centres-villes et centre-villages aujourd'hui en déshérence.*

### **Éducation populaire et démocratie**

*Revaloriser les principes de l'éducation populaire pour tous les âges et leur donner les moyens d'être un complément de l'école pour apprendre autrement (culture du débat, de la démocratie) pour préparer les citoyens de demain.*

*Renforcer l'éducation populaire pour renforcer l'enjeu démocratique (apprentissage autrement).*

*Eduquer massivement à l'environnement, vers tous les publics.*

*Reconstruire de la confiance en ayant de nouveaux indicateurs de richesse : niveau de vie, bien être, santé, utilisation du temps, éducation, diversité culturelle, nouvelles gouvernances, vitalité des espaces types tiers lieux, communautés, diversité écologique. Il n'y a pas de lien entre richesse et bonheur dès lors que les besoins fondamentaux individuels et collectifs sont comblés. Faire un retour aux citoyens sur l'utilisation des fonds publics et ses impacts sur les 10 % des plus pauvres d'entre nous.*

### **Agriculture**

*Produire localement, une agriculture biologique et respectueuse de l'environnement.*

### **Culture**

*La culture a un rôle majeur à jouer comme vecteur et accompagnement de la transition et de la construction d'une société plus résiliente.*



### **Santé**

*Investir ce qui est utile au bien-être des personnes ("care", santé) pour soutenir les emplois, créer de nouveaux emplois.*

*Consolider les services de santé.*

- **Quels projets locaux pourrait-on développer pour relancer l'économie régionale ? quelles réponses territorialisées imaginer ?**

*Il faut avant tout amplifier les bonnes initiatives en mettant en place localement une ingénierie et des financements pour l'identification, le soutien et le passage à l'échelle des solutions innovantes sur les territoires. Il est nécessaire de stopper les projets ou activités qui n'ont plus leur pertinence (notamment en termes d'émissions de CO2 ou d'utilité sociale non démontrée) et être vigilants aux fausses solutions types « grands travaux » qui sacrifient le long terme au court terme.*

### **Transports**

*Mettre en place un plan d'urgence pour développer le vélo lors du déconfinement et à plus long terme.*

*Prioriser les secteurs et les entreprises à soutenir : transports ferroviaires et cars régionaux.*

*Limiter le transport aérien.*

*Soutenir le développement de modes de transport respectueux de l'environnement : pas ou peu émetteurs de gaz à effet de serre et pollution atmosphérique, pour les passagers et les marchandises.*

*Réexaminer l'action régionale sur les transports et la logistique en tenant compte du maintien de l'emploi compatible avec les jeux environnementaux et sociaux à court terme, moyen terme et long terme.*

*Impulser une politique d'infrastructures pour impulser une modification des comportements (voies cyclables, plutôt que des ronds-points ! aides pour vélos électriques, transports en commun, mobilité douce).*

### **Aménagement du territoire et environnement**

*Prendre soin des écosystèmes pour rendre la société plus résiliente ; c'est un choix « sans regrets » dans un contexte de risques futurs déjà annoncés (nouvelles pandémies, risques naturels...).*

*Investir massivement pour renforcer les Trames vertes et Bleues sur tout le territoire (investissements en termes financiers mais aussi en termes de capacités d'animation territoriale).*

*Développer des études, stratégies, organisations, recherches vers la mise en œuvre concrète de la transition écologique.*

*Soutenir les projets de la production d'énergies renouvelables décentralisées et citoyennes, Soutenir financièrement les activités compatibles avec la transition écologique et la démocratie participative.*



### Agriculture

*Soutenir les agricultures qui ont de bonnes pratiques en faveur de l'environnement, du social, de la santé. Soutenir la production alimentaire locale et biologique, respectueuse de l'environnement.*

*Produire et consommer localement (cf. développer un Projet Alimentaire Territorial car la Région a un fort potentiel d'autosuffisance alimentaire).*

*Poser la question de la main d'œuvre agricole, de la formation et de la rémunération.*

*L'agriculture de qualité doit être considérée comme un secteur d'avenir.*

### Fracture numérique

*Permettre l'accès à tous à un internet gratuit raisonné (wifi et 3G/4G).*

*Lutter contre le déploiement de la 5G.*

- Sur quels atouts le territoire régional pourrait s'appuyer pour atténuer, à l'avenir, les effets d'une telle situation ?

### Economie

*Les personnes sur des emplois qui ont une partie télétravaillable seront moins touchées par la crise. Et si l'on regardait les métiers et les compétences à travers le diptyque : en ligne et présentiel ?*

*Il faut évaluer les activités à l'aune de nouveaux critères : Richesse en emplois ; Diversité des entreprises... Un tissu de TPE/PME diversifié est un atout pour la résilience.*

### Environnement

*Impacts sur l'environnement (COP régionale).*

*Connaissances du territoire et des enjeux de biodiversité (en particulier grâce aux réseaux associatifs) et Trame Verte et Bleue (Agence Régionale de la Biodiversité).*

### Agriculture

*Autosuffisance grâce à l'agriculture semble possible en Région : Qualité des productions agricoles ; Diversité des productions agricoles ; Circuits courts, local, bio déjà existants et nécessitant un passage à l'échelle.*

*La production locale de nourriture, produits manufacturés et énergie respectueux de l'environnement et socialement responsables et équitables sont possibles au niveau régional.*

### Démocratie

*La mise en place d'instances citoyennes permettant la garantie de l'orientation démocratique, en vue de l'intérêt général, dans la mise en œuvre des mesures d'urgence.*

*Mettre en place de façon participative de nouveaux indicateurs de richesse pour la Région et en faire le suivi grâce à des instances citoyennes.*



- Quelles évolutions, adaptations, actions pourraient rendre le territoire régional plus résilient ?

*Valoriser les entreprises vertueuses sur les volets écologique et social.*

*S'appuyer sur les coopérateurs de la COP régionale.*

*Profiter de la période où les grands événements sont annulés pour en faire des plus petits en préservant la qualité sur plusieurs territoires.*

*Soutenir de façon pérenne une grande diversité de structures à haute utilité sociale.*

*Privilégier la culture le plus et le mieux possible (revisiter le site en ligne, mettre en réseau).*

*Soutenir et organiser les activités de première nécessité avec une garantie d'approvisionnement de proximité et pour toutes et tous de manière équitable : Santé publique, Logement, Eau potable, Nourriture, Energie, Moyens de communication, Protection des sols et reforestation*

- Comment inventer un nouveau compromis qui tienne compte des impacts de la crise sanitaire et des défis environnementaux ?

*La résolution des défis environnementaux, sociaux et climatiques ira aussi dans le sens de la résolution des futures crises sanitaires, en limitant les occasions de développement et de dissémination internationale de ce type de virus et en rendant nos sociétés globalement plus résilientes aux déstabilisations environnementales.*

*Les priorités sont :*

- *Les besoins fondamentaux (alimentation, santé, logement, éducation, culture)*
- *A articuler avec l'exigence écologique*
- *A partir d'une économie solidaire*
- 

*Comment ?*

- *Un projet régional qui articulerait les différents schémas régionaux, basé sur nos valeurs républicaines qui rappellent la solidarité, la fraternité... Même si les mandatures sont sur du moyen terme, nos valeurs communes et les droits humains sont pérennes.*
- *La mise en perspective de tout projet régional à travers les 4 champs :*
  - . social : impacts et notamment sur les plus démunis*
  - . environnemental : impacts sur la biodiversité, l'alimentation, la santé...*



*. économique : une économie responsable, c'est-à-dire qui tient compte de l'environnement, et solidaire, c'est-à-dire qui tient compte de l'humain dans ses environnements de vie.*

*. démocratique : impliquer les personnes là où elles sont ou lorsqu'elles sont concernées.*

- *De nouveaux indicateurs de richesses, de ceux qui permettent par exemple de dire ce qu'est un territoire résilient, qui considèrent la qualité de ce qui est produit et pas seulement la quantité, qui prennent en compte les externalités positives et négatives (les indicateurs actuels ne sont pas suffisants). Ce peut être des indicateurs qui concernent la vie des personnes et leur émancipation, à long terme : niveau de vie, bien-être psychologique, santé, utilisation des différents temps, éducation, diversité culturelle, gouvernance inclusive, implication citoyenne, vitalité du territoire, diversité écologique, résilience face aux crises...*
- *L'animation de territoire : les initiatives, qui ont un impact sur l'environnement et la santé, créatrices d'emplois, sont nombreuses. Une ingénierie territoriale de l'animation est indispensable pour les faire connaître, les mettre en réseau, les dupliquer, les évaluer...*
- *Les outils permettant de faire fonctionner la démocratie permanente existent : il faut les réinvestir et les ré-enchanter (Codev, conseils de quartier) à travers une animation basée sur un projet et l'éducation populaire.*
- *S'appuyer sur la société civile : à l'heure du changement, à l'heure où nous devons faire de l'expérimentation et de l'innovation sociale et économique, il est urgent de dépasser les querelles de chapelles, les égos et s'appuyer sur les collectifs organisés qui souhaitent travailler pour le bien commun.*

*Pour nous, une société résiliente repose sur des principes qui doivent irriguer toute la société, sur ce socle de mesures urgentes :*

*Systématiser la proposition d'accompagnement humain à l'exercice des droits en généralisant les maisons de services au public.*

*Construire dès le plus jeune âge une culture de l'égalité entre femmes et hommes et la promouvoir à tous les âges.*

*Construire une politique régionale de lutte contre les discriminations (genre, ethnique, sociale, économique, religieuse...) en s'appuyant sur le défenseur des droits et de l'inspection du travail.*

*Conditionner les aides publiques aux entreprises pour les rendre solidaires de leur territoire.*

*Définir des services sociaux d'intérêt général préservés des logiques de marché.*

*Concevoir, piloter et évaluer les politiques économiques en fonction de leur impact sur la qualité de vie, la justice sociale, la réduction des inégalités, l'usage sobre des ressources et leur capacité à favoriser des emplois de qualité.*

*Évaluer l'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des objectifs de développement durable. Panser les plaies d'une société malade renforce sa capacité à être résiliente.*

*Faire respecter l'obligation de plans négociés de mobilité dans les entreprises/administrations et les territoires.*

*Supprimer les subventions et mesures fiscales dommageables à l'environnement et à la préservation du patrimoine naturel.*



*Accroître le pouvoir d'expression des plus défavorisés.e.s.*

*Mettre en œuvre une stratégie régionale sur l'engagement citoyen tout au long de la vie.*

*Soutenir la vie associative et syndicale en renforçant ses moyens et en prenant en compte ce qu'elle représente.*

*Multiplier les jurys citoyens pour l'évaluation des projets de loi, des politiques publiques, mais aussi avec un droit d'interpellation des gouvernements et institutions.*

*S'appuyer sur la vitalité associative dans les politiques publiques et l'encourager en permettant partout le déploiement des initiatives citoyennes.*

### **En conclusion...**

*Rien ne serait pire que de continuer comme avant : Il est urgent d'abord de se dire que l'Homme doit cesser d'être le prédateur de cette planète, qu'il faut mener les politiques à venir en ayant un très fort souci de l'écologie, et ce dans tous les domaines. Ensuite qu'il faut redonner du sens au vivre ensemble : donner du sens aux règles que nous nous imposons; trouver l'équilibre entre prévention et sanction, par une Démocratie, ça s'organise !*

*Et cela vaut pour l'économie : il faut avoir un très grand souci de l'économie aussi ! Pourquoi fabrique-t-on ceci ? Comment ? Quel est l'intérêt et l'utilité ? Et ces questionnements valent aussi pour la dépense.*

*Nous entendons tous parler de circuits courts ; de proximité... Nous voulons respirer un air plus propre, boire une eau plus saine, manger des produits sains. Quoi de plus naturel. Que faisons-nous pour cela ? Que faisons-nous, chacun, et que faisons-nous collectivement ?*

*Et le social ; ne pas l'oublier ! Les plus modestes, les plus pauvres, les plus mis au banc de notre société... Va-t-on continuer ainsi ? Non... Le social ne va pas sans économie et écologie. C'est un triptyque ! Le social c'est avant tout la place de chacun dans notre communauté nationale et européenne. Quelle est la place de chacun ? Comment celui qui en prend un peu trop en laisse à un peu à celui qui ne peut même pas s'asseoir ? Chacun doit avoir sa place.*

*L'heure est donc de se poser toutes ces questions, mais aussi d'apporter les réponses. Cela passe par l'échange, le dialogue, la concertation. Dans notre vie, comme au travail, la compréhension de l'autre, le partage, la recherche de la meilleure solution sont des enjeux essentiels et formidables. Essentiels, car il est urgent de changer de trajectoire ; formidables, car quel challenge que de réussir ensemble à faire ce parcours. Et mieux !*

*Le PACTE du POUVOIR de VIVRE est une contribution modeste à ce travail qui est devant nous. Porté aujourd'hui par des publics organisés, par plus de 50 associations et organisations, il apporte, par ses propositions, par les axes de progrès qu'il identifie, une matière qui peut aider à cette réflexion. L'heure est donc à « se poser », à arrêter cette fuite en avant. Ne serait-il pas le moment de décider un moratoire sur les dépenses des collectivités et de s'interroger, ligne par ligne, sur leur réel intérêt. C'est une façon de se donner des priorités. C'est aussi une façon*



*d'amorcer un premier virage parce que, pour l'heure, la trajectoire semble être la même ; et nous savons que ce n'est pas la bonne.*

*La résolution des défis environnementaux, sociaux et climatiques ira aussi dans le sens de la résolution des futures crises sanitaires, en limitant les occasions de développement et de dissémination internationale de ce type de virus et en rendant nos sociétés globalement plus résilientes aux déstabilisations environnementales.*